



WOLFGANG STREECK :

« LE PROJET EUROPÉEN S'EST ENFERMÉ DANS UNE POSITION INTENABLE »

PROPOS RECUEILLIS PAR
CLÉMENT FRADIN ET ANTOINE PRAT

Ancien directeur du prestigieux Institut Max Planck (Cologne), le sociologue Wolfgang Streeck a publié il y a quelques années un livre capital, *Du Temps acheté*, qui analyse la crise structurelle du capitalisme contemporain et ses effets politiques. Observateur attentif de l'actualité, il ne ménage pas ses critiques contre l'Europe néolibérale et son directoire allemand.

Dans votre essai *Du temps acheté, vous vous opposez à la légende dorée de la construction européenne. Pour vous, le projet européen comportait, dès le début, une dimension antidémocratique ?*

Ce projet a différentes racines. Le « projet européen » – attention, chacun donne à cette formule un sens différent ! – devait institutionnaliser, en Europe, cet État capitaliste social-démocrate, régulé par l'État, que les États-Unis avaient développé dans le cadre du *New Deal*. Il devait en même temps aider à endiguer le communisme. Vers la fin des années 1950 il est devenu de plus en plus favorable à l'économie de marché ; les ordolibéraux allemands, qui avaient perdu (dans un premier temps) leur combat contre Konrad Adenauer et le corporatisme catholique, ont vu la Communauté économique européenne comme un levier permettant d'imposer, en Allemagne aussi, un ordre économique libéral. Dans les années 1980, la chose a été tranchée : terminée, la vieille sociale-démocratie ; place à une économie concurrentielle néolibérale et « mondialisée » ! Elle devait être immunisée contre les résistances populaires : cela explique les institutions si particulières de l'Union européenne (UE) et de l'Union économique.

Vous présentez l'Union économique et monétaire comme une camisole au service des marchés.

Pourquoi ?

Je ne présente pas les choses aussi simplement. Mais dans les années 1990, l'Union monétaire est apparue également comme un instrument de consolidation fiscale par réduction des dépenses de l'État ; on voulait ainsi, après les crises financières américaine et suédoise, regagner la confiance des marchés financiers. L'Union monétaire n'est pas soutenue par une union politique ; il n'y a pas de gouvernement commun ; elle ne peut donc être régie que par des règles rigides, et par une Banque centrale commune. Ainsi a-t-elle conduit à une domination des juristes et des technocrates qui ne disposent d'aucun pouvoir démocratique au nom duquel ils pourraient s'opposer aux exigences des marchés financiers (ce que par ailleurs ils ne peuvent pas vouloir, puisqu'il s'agit pour eux de discipliner les populations afin de favoriser l'accumulation du capital).

En particulier, vous vous montrez très critique au sujet de l'euro...

Je ne suis pas le seul à critiquer l'euro ! L'union monétaire contraint les États membres à appliquer une seule et même politique de monnaie forte. Une telle politique est bien adaptée à la structure et à la nature économiques des pays du Nord, mais fait obstacle à la satisfaction des besoins de pays comme la France ou l'Italie. Elle favorise une croissance tirée par l'exportation, mais constitue un ►

► handicap pour une croissance reposant sur le marché intérieur. Pour résumer, on pourrait dire que l'Italie a besoin de plus d'inflation que l'Allemagne, et la France de plus de déficit public. Or, ces deux choses n'ont pas leur place dans une union monétaire avec l'Allemagne. Et l'Allemagne ne peut y consentir, car en dernière instance ce serait à elle d'en supporter les coûts. De sorte que l'euro divise les peuples d'Europe, au lieu de les unir.

L'UE a longtemps réussi à conforter les marchés sans précipiter de crise politique et sociale ouverte. Peut-on dire que, depuis 2008 et la crise grecque, l'opposition entre intérêt des peuples et intérêts des marchés défendus par l'UE apparaît plus clairement ? Ou bien l'idéalisat^{ion} de l'Europe continue-t-elle à faire écran ?

Oui, la crise a évidemment fait apparaître le conflit entre les marchés financiers et les peuples, mais aussi entre les différents peuples européens, et entre le capital et le travail. Au demeurant, je ne sais pas bien de quelle « idéalisat^{ion} » vous parlez. Aujourd'hui, tout le monde sait que l'euro ruine la France et l'Italie comme il a ruiné la Grèce. Le problème est que personne ne sait comment on peut en sortir. Mais personne, aujourd'hui, avec l'expérience que nous avons de l'Union monétaire, ne re-signerait le traité de Maastricht.

Quel est selon vous le rôle spécifique de l'Allemagne dans l'édifice européen ? Vous n'avez pas hésité à parler, à ce sujet, d'un « Saint Empire germanique d'Europe » ...

Oui, j'aurais aussi bien pu dire un « Saint Empire européen des Allemands ». Et bien sûr, c'est encore d'actualité. Cependant les résistances grandissent, que ce soit à l'Est, où l'on ne veut pas se laisser dicter une politique migratoire par Berlin, ou bien au Sud et à l'Ouest, où la politique économique allemande de « stabilité » fait d'énormes dégâts. Renzi a disparu, Macron est encore là, mais peut-être plus pour très longtemps. L'Allemagne doit comprendre que ce qu'elle tient pour les intérêts de l'Europe n'est en vérité rien d'autre que les intérêts de l'Allemagne, et que d'autres pays ont d'autres intérêts que les siens, qui doivent être respectés. Cela exigerait beaucoup plus de flexibilité et plus d'autonomie de chaque État dans l'architecture institutionnelle de l'Europe. Toutefois, les traités européens (la quasi-constitution de l'UE) sont rédigés de telle sorte qu'ils sont à peine révisables : le processus de ce qu'il est convenu d'appeler l'« intégration » devait être irréversible. Voyez les difficultés qui se posent à un pays tel que la Grande-Bretagne, qui cherche seulement à quitter l'UE. Les changements dans une constitution politique non révisible ne peuvent pas intervenir dans le cadre d'une réforme, mais seulement à travers une révolution : voyez les « gilets jaunes », voyez le gouvernement « populiste » en Italie. ▶

► Vous avez décrit les rapports de concurrence entre les deux principaux pays européens, l'Allemagne et la France, comme une lutte pour l'hégémonie en Europe. Ne pensez-vous pas que les élites des deux côtés du Rhin veulent, dans le fond, la même chose, et coopèrent ?

Elles ne sont absolument pas d'accord entre elles. Cela commence déjà à la notion d'*« élite »*. En France, elles existent bel et bien... mais en Allemagne ? Pouvez-vous vous imaginer Madame Merkel en banquière d'affaires de la banque Rothschild ? La France a besoin de l'UE pour « lier » l'Allemagne et surmonter ses problèmes économiques par des emprunts auprès de l'Allemagne ou de l'Europe. L'Allemagne a besoin de la France parce qu'elle s'est habituée à déguiser ses intérêts particuliers en intérêts européens. Profondément, l'Allemagne est pacifiste, malgré quatorze années de gouvernement Merkel ; la France est une puissance nucléaire. La France mène des opérations postcoloniales en Afrique ; l'Allemagne n'a là-bas absolument aucun intérêt mais est censée y envoyer son infanterie, au nom de la « solidarité européenne ». Pour ce qui est de l'Europe, la France redoute que celle-ci soit dirigée par l'Allemagne, mais elle a dans le même temps besoin de la puissance économique allemande. L'Allemagne souhaiterait gouverner l'Europe, mais seulement sous couvert d'une alliance franco-allemande. Cela donne lieu à des embrassades serrées, comme on le voit avec le traité d'Aix-la-Chapelle. Difficile, pourtant, de savoir si les

bruits qu'on entend dans ces circonstances sont des cris de douleur ou de plaisir.

Doit-on craindre que le caractère antidémocratique de l'UE s'accentue ? Les quelques solutions avancées pour « démocratiser l'Europe » vous semblent-elles de nature à résoudre les problèmes ?

Il n'y a pas, à ma connaissance, de vraies propositions visant à démocratiser l'UE. Cela supposerait que tous les États membres abdiqueraient leur souveraineté. Les seuls qui assurent vouloir une telle chose sont les Allemands ; mais en vérité, eux non plus ne le veulent pas, car alors ils seraient dirigés par une coalition de pays du Sud incluant la France. Les autres pays ne souhaitent de toute façon pas cela. Il y a des peuples d'Europe, mais il n'y a pas de peuple européen. C'est une constatation triviale. Ce qui est surprenant, c'est qu'on ne puisse pas le dire sans susciter des cris d'orfraie.

Aujourd'hui, de quels outils dispose-t-on ?

S'il y avait des solutions réalisables, elles auraient été réalisées depuis longtemps, vu l'ampleur de la crise et l'angoisse devant ce qui va arriver. Il n'y a pas d'*« outil »* dont on « disposerait ». Ce qu'il est convenu d'appeler le « projet européen » s'est enfermé dans une position intenable ; personne ne sait comment il pourraient en sortir. Il faut demander aux gilets jaunes, peut-être qu'ils ont une idée... ■